

La recherche publique, levier d'innovation plébiscité par les startups

Selon un sondage mené par OpinionWay pour le compte des Instituts Carnot, les startups s'appuient largement sur la recherche publique pour innover. Mais ce n'est pas le cas de toutes les entreprises. Si l'intérêt reste fort, dirigeant·e·s de TPE, PME et grands groupes redoutent aussi une stagnation en matière de qualité de la recherche française. L'offre ne serait, par ailleurs, pas suffisamment claire pour ces acteurs.

Les startups sont particulièrement friandes de recherche publique. C'est ce qui ressort d'un sondage, mené par OpinionWay pour les Instituts Carnot*. Ces entreprises émergentes, dont le modèle économique est très dépendant de l'innovation, seraient les plus impliquées dans la recherche et le développement : elles sont 80 % à estimer qu'il s'agit, d'ailleurs, d'un volet très important pour leur avenir - contre 55 % toutes entreprises confondues. Et selon cette nouvelle étude, il y a de quoi se réjouir : sur les 603 dirigeant·e·s sondé·e·s, 81 % déclarent avoir une bonne opinion de la recherche académique française - en hausse de 7 points sur un an. De quoi souligner la pertinence des partenariats public-privé, qui constituent un levier de croissance majeur en

période de crise.

Un engouement qui ne s'effrite pas

Dans le détail, la compétence des chercheur·euse·s (85 %) ainsi que la capacité à produire des connaissances et technologies de grande valeur (83 %) sont tout particulièrement appréciées par les chef·fe·s d'entreprises. De bons points, qui permettent à la recherche publique de voir son capital confiance augmenter pour atteindre 75 % au total. À noter que, paradoxalement, les dirigeant·e·s sont moins nombreux·ses que l'an passé à considérer que la recherche contribue à la croissance économique (82 %, en baisse de 4 points), à l'attractivité de la France (79 %, en baisse de 6 points), au développement des territoires (77 %, en baisse de 4 points) et à l'emploi (75 %, en baisse de 4 points). Mais les startups restent plus optimistes, affichant des taux de 88, 90, 86 et 78 % sur ces différents aspects respectifs.

Ce phénomène se traduit dans les faits : 65 % des jeunes pousses disent avoir déjà recours à la recherche publique – en témoignent les accords de transfert de technologies régulièrement rapportés par *Maddyness*, à l'instar de celui signé entre le Francilien Deepsense et l'université de Bourgogne –, quand seules 22 % des entreprises plus âgées n'ont agi en ce sens. Principal point de friction pour ces dernières : la mauvaise lisibilité de l'offre. Elles sont 65 % à déclarer ne pas voir comment la recherche pourrait leur être utile. Startups et grands groupes se rejoignent, d'ailleurs, sur le fait que les démarches restent complexes pour en profiter – 24 et 27 %, respectivement.

Pourtant, 94 % des entreprises ayant déjà eu recours à la recherche publique (soit 17 % de l'échantillon) se disent satisfaites du résultat. Le bouche à oreille continue de payer, puisque 23 % des dirigeant·e·s sondé·e·s ont l'intention de mener de tels projets dans les 12 prochains mois – 4 points de plus sur un an, les startups restant la locomotive (66 % d'intéressées).

Le sentiment de déclin gagne du terrain

Ce résultat en demi-teinte peut, à en croire l'étude, s'expliquer par des facteurs exogènes. « *Dans ce contexte de crise, nos entreprises s'attachent davantage à leur survie. Ainsi, naturellement, 63% des dirigeants comptent d'abord s'appuyer sur les services internes à l'entreprise pour mener des projets de R&D*, notent les Instituts Carnot, selon qui des freins restent toutefois à lever. *Une meilleure visibilité, ainsi qu'une meilleure lisibilité de l'offre et des moyens constituent deux grands défis.* » Ce manque de communication donne ainsi aux dirigeant·e·s l'impression d'une stagnation, voire d'un déclin, dans la qualité de

la recherche publique : 67 % pensent que c'est le cas - soit 7 points de plus qu'il y a un an.

« De nombreux dirigeants rappellent que le coût constitue bien souvent un frein pour lancer des projets de recherche partenariale. C'est un signal fort pour nos pouvoirs publics, il est important que la R&D reste attractive pour les acteurs économiques : plus d'un dirigeant sur deux estiment que les pouvoirs publics n'encouragent pas suffisamment le recours à la recherche publique. En ce sens, le crédit d'impôt recherche reste un formidable levier » , a par ailleurs soulevé Philippe Véron, président de l'association des Instituts Carnot.

Les divers chef·fe·s d'entreprise sondé·e·s (45 %) placent ainsi la création d'avantages fiscaux en tête des dispositifs qui faciliteraient le recours à la recherche publique. Ils plébiscitent également la mise en place d'un interlocuteur unique (35 %) et la création d'un label visant à mettre en avant les entreprises qui ont eu recours à celle-ci (26 %).

** Échantillon de 523 dirigeant·e·s d'entreprises de 10 salarié·e·s et plus, hors commerçant·e·s et artisan·e·s. Représentatif des entreprises françaises, ce dernier inclut aussi 80 dirigeant·e·s de startups, qui ont été interrogé·e·s entre le 30 novembre et le 23 décembre 2020.*